

Et si l'Allemagne était le maillon faible ?

La question pourrait paraître iconoclaste si elle était posée dans le discours politique, convenu, sans recul, et tout en affirmations. Elle l'est moins dans le registre des économistes et, au-delà du ressenti de la présentation instantanée de nombreuses données, les projections font apparaître les conséquences d'une appréciation à revoir du modèle dit de Schröder, de la stratégie de productivité, de la politique peu conciliante avec l'ensemble de ses partenaires économiques.

La réalité d'une situation enviable

Il faut évidemment reconnaître la réalité des succès. L'Allemagne affiche aujourd'hui un produit intérieur brut supérieur de 4 % à celui de 2008. Elle est – avec la France qui montre 1 % de progression – un des cas à part au sein de la zone euro, globalement en recul de 1 % sur la période. L'Espagne, malgré son rebond, pointe avec une baisse de 5 %, l'Italie de 9 %.

En matière d'équilibre, le score est aussi très flatteur.

Le déficit budgétaire de 2014 va se situer à son plus bas niveau depuis le début des années 1970 et, surtout, le gouvernement de la chancelière Merkel a présenté un budget à l'équilibre pour 2015 et pour les trois années qui suivent. La dette publique, qui approche aujourd'hui 80 % du produit intérieur brut serait réduite en quatre ans pour se situer autour de 70 % fin 2018. Le maintien de ce rythme de réduction de la dette de 2 % de PIB par an est inscrit au programme.

La balance commerciale et celle des paiements ne sont pas seulement l'illustration de la santé retrouvée. Ils en sont peut-être surtout la base. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et, après le record absolu de 285 milliards de dollars d'excédent de la balance

des paiements (près de 8 % du PIB), le rythme de 20 milliards d'euros par mois se maintient en moyenne depuis le début de l'année.

Cette réalité indéniable doit s'analyser en dynamique. La dynamique de sa construction et celle de ses perspectives.

La réussite actuelle doit beaucoup à la réunification de 1990

Il n'est pas inutile de revenir sur la construction. Il est souvent admis que la politique menée par le gouvernement Schröder de 1998 à 2002 est celle de l'entrée du pays dans la guerre commerciale. La stratégie axée sur la compétitivité a été définie en basant les mesures pro-business sur « la réduction des aides d'Etat pour que chacun se prenne plus en charge ». Dans le discours politique, les entreprises de toutes tailles comme les salariés et les retraités étaient appelés à l'effort collectif. Dans la réalité des choses, c'est sur le coût de la main-d'œuvre qu'a porté le plus clair des réformes. Deux axes ont été suivis: des accords de modération salariale d'une part, et, d'autre part, la mise en place d'emplois à bas salaire (moins de 80 % du Smic français) qui représentent aujourd'hui une proportion de 25 % du total.

Avec le recul, et au-delà de la réalité de l'effort effectué par les ménages allemands, le modèle Schröder doit beaucoup à la réalité Kohl. C'est évidemment l'apport de population à très bas niveau de vie provenant des Etats de l'ancienne RDA qui a permis d'imposer ces conditions sociales de combat. Les länder de l'Est qui pesaient 20 % de la population de la grande Allemagne lors de la réunification de 1990, contribuaient, selon les calculs les plus optimistes, à 10 % du produit intérieur brut. Il

n'y avait pas de difficulté à imposer de la modération salariale en s'appuyant sur la pression d'une population pour laquelle un simple maintien du niveau précédent doublait le niveau de vie.

Retournement de trois des supports de la stratégie économique allemande

Il faut s'y résoudre: il n'y a pas de modèle Schröder qui pourrait être répliqué en France, sauf à imaginer intégrer 12 millions d'une population deux fois plus pauvre que celle de notre pays. Cependant, l'Allemagne a tout de même gagné la guerre de la compétitivité grâce à ces effets de la réunification. Mais elle ne l'a pas gagné à l'échelle du monde: elle a pour l'essentiel écrasé la compétitivité des autres pays de la zone euro et, en premier lieu la France et l'Italie, ses efforts se traduisant au final par un transfert des déficits intra zone euro.

Aujourd'hui, l'Allemagne rentre dans le rang et sa panne de croissance (révisée de 1,8 % à 1,5 % pour cette année, sans anticipation de rebond en 2015) s'explique par la conjonction de retournements sur trois des supports de sa stratégie économique.

1.- La domination dans le continent sur les deux autres économies exportatrices, en particulier la France.

Les déséquilibres de la France, mais aussi de l'Italie sont la conséquence de la stratégie de compétitivité par les salaires menée en Allemagne. Aujourd'hui, elle touche ses limites et se retourne contre son instigateur qui doit subir les effets d'une désinflation à l'échelle de la zone euro (y compris des Pays Bas, le troisième pays pour ses exportations) et de dévaluation au Royaume-Uni. Près de 65 % des exportations allemandes s'opèrent vers l'Union Européenne.

2.- La récession en Europe centrale amplifiée par la crise Ukrainienne.

Les pays d'Europe centrale sont à la fois une réserve de main-d'œuvre à très bon marché et, en y ajoutant la Russie, une zone d'exportation privilégiée. L'Europe centrale prend de plein fouet la panne de croissance européenne, amplifiée pour elle par les difficultés de la Russie, fonction de l'inflexion de la croissance mondiale et de la pression sur les prix de l'énergie. Les mesures de blocus commercial de la crise ukrainienne produisent des effets démultipliés dans ce cadre. On peut d'ailleurs remarquer, puisqu'on parle de méthode Schröder, que l'ancien chancelier est aujourd'hui un des hommes de la Russie dans son dispositif commercial et, que sur ce point, il mériterait d'être plus suivi.

3.- Le nouveau profil de la croissance mondiale tiré par les Etats-Unis avec une inflexion des émergents.

Les excédents allemands sont basés sur la compétitivité face aux européens, mais aussi sur les spécificités de son industrie. Pour simplifier, le fabricant de machines-outils (l'Allemagne) sert au meilleur prix la manufacture du monde (la Chine). Le cycle actuel se caractérise par une redistribution de la croissance au profit des Etats-Unis alors que les émergents – et singulièrement la Chine – se trouvent dans bien des secteurs en situation de surcapacité. Le mix produit allemand ne lui permet pas d'obtenir des effets multiplicateurs du cycle de la croissance mondiale actuelle, menée par les Etats-Unis.

Plus que le syndrome du bon élève, le besoin de changer de modèle

L'Allemagne ne souffre pas seulement aujourd'hui du syndrome du bon élève qui a plus à perdre qu'à gagner. Elle va profiter de la hausse du dollar, mais ce ne sera pas suffisant pour relancer la croissance et encore moins pour le faire sans collaboration réelle avec les autres pays de la zone euro. Les brillantes perspectives que son gouvernement affiche sont en réalité soumises à une relance conjoncturelle volontariste à l'échelle de la zone euro. Pour cela, il lui faudra sans doute abandonner ses ambitions de désendettement et peut être même s'endetter encore davantage. Ce ne serait pas un mauvais calcul: si la panne de croissance se poursuivait, les équilibres budgétaires prévus ne pourraient être atteints, ne serait-ce que faute d'effet de hausse des rentrées d'impôts liés à l'expansion.